

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

1 F L'Humanité Rouge
B.P. 365-02 ; Paris R.P.
C.C.P. 30 226-72 ; LA SOURCE

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

3^e ANNEE N° 120
JEUDI 28 OCTOBRE 71

QUE VIVENT LES 18 D'ANKARA !

Ils sont dix-huit jeunes patriotes turcs que le fascisme a condamné à mort. Dix-huit fils des peuples de Turquie que les bourreaux peuvent assassiner d'un jour à l'autre. Dix-huit qui doivent vivre !

Ce premier verdict est à peine prononcé que déjà de nouveaux procès se déroulent devant les tribunaux militaires, les tribunaux de la terreur blanche. Et l'on apprend qu'ils font arrêter et emprisonner les avocats des patriotes.

Depuis sept mois déjà trop longs, la Turquie vit à l'heure de la loi martiale, à l'heure du fascisme. Des ouvriers en lutte sont arrêtés par centaines, torturés, assassinés. Les journaux prolétariens sont interdits. Les syndicats mis hors-la-loi. La gendarmerie charge les paysans qui combattent pour la terre et la liberté. Des « commandos » de l'armée sont envoyés contre le peuple kurde en lutte pour ses droits nationaux.

Les universités sont occupées par l'armée. Les prisons étant devenues trop petites, on emprisonne dans les casernes, dans des camps de concentration. La Constitution de 1961 a été modifiée et légalise le fascisme.

Et Spiro Agnew, l'homme de main de Nixon, est venu récemment inspecter la clique fasciste d'Ankara avant d'aller voir celle d'Athènes. Car l'instigateur du fascisme en Turquie n'est autre que l'impérialisme yankee qui a ainsi une nouvelle dette de sang à payer aux peuples du monde. Il veut faire de la Turquie une base d'agression contre le peuple palestinien et les autres peuples arabes. Il coordonne l'activité de la mafia d'Athènes et de celle d'Ankara en vue d'une agression contre l'île de Chypre, dont il veut faire une base de l'O.T.A.N. Et pour cela, il a besoin que les peuples de Turquie soient muselés, car il sait fort bien qu'ils combattraient toute agression contre les peuples arabes.

C'est pour cela qu'il veut faire assassiner par la clique à sa solde les dix-huit d'Ankara. S'il est l'instigateur numéro un du crime contre les peuples de Turquie, nous ne devons pas oublier non plus que l'Etat fascisant français porte sa part de responsabilité en collaborant étroitement avec les fascistes de Turquie auxquels il apporte ses conseils. La Turquie, c'est pour lui un banc d'essai pour ce qu'il prépare en France.

Mais les peuples de Turquie ont de riches traditions révolutionnaires. Ils ont déjà plusieurs fois mis en déroute les occupants et leurs laquais. Les masses feront se lever le jour sur la Turquie. Elles sont en marche vers la Démocratie populaire. Et leur lutte pour que vivent les dix-huit d'Ankara est un jalon sur ce chemin. Les marxistes-léninistes, le peuple de France, classe ouvrière en tête, sont à leurs côtés aujourd'hui comme ils le seront demain.

A BAS L'IMPERIALISME AMERICAIN !
MORT A LA CLIQUE FASCISTE SUNAY-TAGMAC-ERIM !

QUE VIVENT LES DIX-HUIT D'ANKARA !

« Les impérialistes n'en ont plus pour longtemps, car ils commettent tous les méfaits possibles. Ils se font une spécialité de soutenir tous les réactionnaires hostiles au peuple dans les différents pays. Ils occupent beaucoup de colonies, semi-colonies et bases militaires. Ils menacent la paix d'une guerre atomique. Ce qui fait que plus de 90 pour cent de la population du monde se dressent ou vont se dresser en masse contre eux ».

MAO TSÉ-TOUNG

BREJNEV A PARIS POUR LA PAIX ? NON ! POUR LA GUERRE

A grands renforts de fanfares, de coups de canons et de forces policières le dirigeant traître du Parti révisionniste de l'Union Soviétique a fait son entrée à Paris le 25 octobre. Compte tenu des déclarations dithyrambiques sur le rôle de la France faites par les « Izvestia », il faut parier que l'enjeu de la rencontre Pompidou-Brejnev est grand.

C'est avant tout dans le cadre du déploiement important de la diplomatie révisionniste en cette fin d'année 1971 qu'il faut replacer cette « visite ». Effectivement elle correspond à une ligne générale tendant à conclure le maximum d'accords de non-agression à l'Ouest, pour pouvoir tourner ses forces agressives contre l'Asie.

En échange de ces garanties,

présentées aux yeux des peuples comme des pas en avant dans la voie de la détente et de la paix, les révisionnistes de Moscou sont prêts à brader toujours plus et à un prix toujours plus bas les intérêts des peuples de l'Europe de l'Est et ceux du peuple soviétique.

Nous aurons l'occasion d'y revenir dans notre prochain numéro.

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

MONSEMPRON (Haute-Vienne)

La grève des 200 ouvriers de la société des produits réfractaires se poursuit depuis deux semaines pour exiger l'application de l'accord sur les classifications du personnel. Le patron refuse de signer, estimant que « sa parole suffit ». Mais les ouvriers savent bien ce que valent les paroles des exploités !

BREST

15 000 travailleurs en grève ont riposté à la venue de Pompidou, pour manifester leur détermination à refuser tout licenciement dans les usines de la région.

Des petits paysans s'étaient joints à leur action, malgré un énorme déploiement policier destiné à leur interdire l'accès de la ville.

CHANTIERS NAVALS (La Seyne)

Nouveaux débrayages et nouvelles manifestations le long des quais du port pour exiger le 13^e mois, la semaine de 40 h sans diminution de salaire et la retraite à 60 ans.

UGECO (Nantes)

Après 5 semaines de grève avec occupation, les ouvriers de la confection ont fait reculer leur direction rapace. Celle-ci a eu recours à de multiples manœuvres pour essayer d'échapper à leurs légitimes revendications : Appel aux CRS pour tenter d'expulser les grévistes, tentative de lock-out, création de toutes pièces d'un syndicat CFT. Mais en vain : elle a dû céder l'augmentation horaire de 25 centimes exigée.

Pas de salaire à moins de 1 000 F !

OMNIUM TECHNIQUE (Fougères)

Les ouvriers ont repris le travail après avoir obtenu l'augmentation uniforme de salaire exigée.

La direction s'est engagée à ne procéder à aucun licenciement du fait de la grève et de la séquestration du patron. Les ouvriers sauront y veiller !

DUNKERQUE

Un ouvrier de 46 ans est mort noyé au cours d'un essai de vannes, aux chantiers France-Gironde. Les ouvriers ont immédiatement déclenché une grève de 24 heures pour protester contre ce nouveau crime du capital et exiger des mesures de sécurité.

A bas le capitalisme assassin !

DIEDERICHS (Bourgoin)

Les 1 000 métallos de l'usine Diédérichs sont en grève. Les 135 ouvriers de l'usine Sainte-Colombe, qui dépend du même groupe, les ont rejoint dans l'action.

Ils exigent une augmentation des salaires, le treizième mois, une prime de transport et l'échelle mobile. Ce n'est pas celle-ci qui garantira leurs salaires, mais la lutte déterminée dont ils donnent l'exemple !

ALSTHOM (Belfort)

Plusieurs milliers de travailleurs ont débrayé en plein poste de travail pour adopter unanimement leur cahier de revendications. Ils exigent une augmentation substantielle des salaires sur la base de 40 heures et le relèvement de la prime de fin d'année.

WOIPPY (Moselle)

215 ouvriers de l'atelier de montage des usines Scholtès sont en grève depuis deux semaines pour imposer une augmentation des salaires.

SKAI (Malakoff)

Les débrayages se multiplient pour protester contre les atteintes aux libertés syndicales et exiger la réintégration d'un délégué CGT arbitrairement licencié.

PHINELEC (Paris)

Après 6 jours de grève, les ouvriers ont fait reculer la direction et obtenu la quasi-totalité des revendications.

Seule la lutte paie !

MARINE MARCHANDE

A Marseille et Bordeaux les marins ont refusé d'appareiller. Ils réclament des augmentations de 8 % du salaire contractuel, de 10 % du salaire de base et de 10 % de l'indemnité de nourriture. Ils demandent aussi l'augmentation du coût de la vie, ainsi que la revalorisation des pensions.

DOCKERS (Corse)

Les dockers poursuivent la grève pour protester contre la rupture, par le plus important câblon du port, des normes d'embauche. Les dockers de Marseille se sont déclarés solidaires de leur action.

RADIO FORT-DE-FRANCE (Martinique)

Grève unanime du personnel des services radio pour protester contre la prétention de l'administration de revenir sur des avantages acquis, les brimades. Imposer le respect des consignes de sécurité et la titularisation des auxiliaires.

A bas le colonialisme !

A bas l'exploitation capitaliste !

PTT (Région Parisienne)

Grève du personnel des bureaux de poste qui refusent les cadences que prétend imposer la direction.

Ils exigent une augmentation des effectifs qui permettent la semaine de 40 heures sur cinq jours et sans diminution de salaires.

BREST :

LA COLERE DES TRAVAILLEURS ACCUEILLE POMPIDOU

Venu visiter le sous-marin atomique « le Redoutable », dernier « chef-d'œuvre » d'agression de l'armée capitaliste, et faire passer la vieille camelote de la « régionalisation » aux Bretons, Pompidou s'est vu accueillir par une ville en grève : 15 000 travailleurs dont 5 000 à l'arsenal. Et malgré le formidable dispositif policier mis sur pied pour la circonstance, malgré l'interpellation d'étudiants et de paysans aux portes de la ville, Pompidou s'est vu conquis par le peuple de Brest.

A son discours commençant par le conseil de ne pas faire la révolution, parlant de construire sans détruire (l'Etat capitaliste), les travailleurs ont répondu par l'Internationale, les poings levés, des mots d'ordre contre l'armée bourgeoise et le chômage (il y a 2 000 chômeurs à Brest), contre l'exploitation capitaliste, et par des sifflets et des huées.

Et, tandis que les files arrêtaient une cinquantaine de personnes, ripostant « au milieu des applaudissements » comme dit l'O.R.T.F., qui hélas, passa ensuite l'enregistrement croustillant d'une voix couverte par les huées et les sifflements, « en dépit des professionnels de la rouspétance et en dépit des farceurs », Pompidou conclut en rendant hommage à la « Bretagne tout entière unie au gaullisme » !

Pour lui, les travailleurs brestois sont des professionnels de la rouspétance et des farceurs, mais ils ne sont sûrement pas Bretons puisque être Breton c'est être gaulliste !

Non content de l'exploiter, l'Etat des monopoles insulte le peuple et se moque de lui, pour ensuite proclamer qu'il est l'expression de sa volonté et que celui-ci est son plus fidèle soutien.

Mais en Bretagne comme partout en France, les travailleurs se lèvent contre l'oppression et l'exploitation et anéantiront le pouvoir des monopoles pour faire place au socialisme.

DERNIERE MINUTE

A l'heure où nous mettons sous presse, nous apprenons que le vote sur l'admission de la République Populaire de Chine à l'O.N.U. a vu se dégager une majorité écrasante (76 contre 35) en faveur de la résolution qui exclut les fantoches américains de Taiwan et reconnaît le gouvernement de la République Populaire de Chine pour seul gouvernement de la Chine.

C'est là une grande victoire pour les peuples du monde !

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Anonyme	Paris	1 200	F
A.M.	Gard	12,50	F
Un délégué C.G.T. sympathisant à l'H.R.	Région Parisienne	2	F
Un jeune travailleur	Paris	3	F
Un lycéen	Rochefort	10	F
L.B.	Seine-Saint-Denis	50	F
F.S.	R.F.A.	100	F
Un camarade	Lyon	2	F
Soutien à notre Presse	Indre-et-Loire	20	F
Pour l'H.R. et son juste combat idéologique et politique	Hautes-Alpes	13	F
Pour le juste combat de l'H.R.	Toulouse	112,00	F
Soutien à notre Presse	Toulouse	20	F
Pour que vive l'H.R.	Decazeville	10	F
Un ouvrier	Région Parisienne	1,50	F
L'H.R. vaincra	Hauts-de-Seine	6,60	F
La Gazette	Seine-et-Marne	20	F
Deux camarades (1 ^{er} versement d'octobre)	Paris-Sud-Est	15	F
Anonyme pour abattre le capital	Seine-Saint-Denis	25	F
N.H.	Région Parisienne	5	F
Morin	Région Parisienne	1	F
Cercle Balagne	Région Parisienne	26	F
Seguin	Région Parisienne	10	F
	Total de la semaine	1 664,20	F
	Total précédent	107 405,32	F
	Total général	109 069,52	F

**

LES ABONNEMENTS DE PROPAGANDE : UNE ARME PUISSANTE TROP PEU UTILISÉE

Pour 10 F seulement on peut abonner quelqu'un pendant trois mois à notre Humanité Rouge. Beaucoup de gens ne connaissent pas notre existence, beaucoup ne connaissent pas nos véritables positions et nous assimilent aux divers groupes gauchistes farfelus, d'autres encore ont lu rapidement par hasard un numéro d'H.R. et ils ne le reprennent pas par négligence ou parce que ce numéro là d'H.R. n'avait pas d'article qui les intéresse spécialement. Par un abonnement de trois mois au contraire le lecteur aura le temps de se faire une idée de notre journal même s'il n'en lit que la moitié.

L'expérience prouve qu'un tel abonnement peut être plus efficace que des discussions souvent limitées et qui prennent du temps. Passons à l'offensive, diffusons largement nos idées, les masses ne se convaincront pas toute seules de la justesse de notre ligne. A nous d'y prendre la peine. Les groupes de lecteurs ou de sympathisants doivent recenser systématiquement leurs connaissances actuelles ou anciennes : compagnons de résistance, anciens camarades de parti ou de travail, camarades d'école, parents, etc., bref tous les travailleurs honnêtes qui peuvent nous comprendre. Les groupes peuvent se cotiser pour faire ces abonnements en choisissant en premier lieu ceux qui ont le plus de chance de succès. Bien sûr, ces abonnés ne donneront pas tous des lecteurs fidèles mais rien n'est jamais perdu et les idées semées aujourd'hui germeront peut-être dans 2, 3 ans ou plus.

Diffuser hardiment notre ligne politique est pour nous un impératif qui doit faire tomber toutes les objections qu'on peut avoir contre ces abonnements.

Un diffuseur de l'H.R.

NOTE DE L'H.R.

Nous pouvons donner l'exemple d'un camarade qui a fait récemment 21 abonnements. Un exemple à suivre !

ABONNEMENT DE PROPAGANDE : « L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 10 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutien « L'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	10 F	20 F	40 F
Adresse	6 mois	20 F	40 F	80 F
	1 an	40 F	80 F	150 F
	Etranger :	3 mois	40 F	65 F
		6 mois	75 F	125 F
		1 an	150 F	250 F

Règlement au C.C.P. « L'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

SEGUY ET CHABAN RÉCLAMENT " UN SYNDICALISME EFFICACE ET RESPONSABLE "

Chaban-Delmas, à l'Assemblée nationale le 22 octobre :

« Dans les entreprises qui ont une mission de service public, le mouvement syndical doit avoir un comportement responsable et efficace... » Son laquais, Georges Séguy, fait une conférence de presse la veille : « Pour une action syndicale responsable et efficace ».

La C.G.T. a fait grand bruit autour de la sortie d'un document de sa commission exécutive, « mûri » pendant la grève du métro et intitulé : « Pour une action syndicale responsable et efficace ».

Travailleurs, les bonzes de la C.G.T. vous appellent à baisser les bras !

Une première partie intitulée : « L'aiguinement de la lutte des classes » expose la montée et la combativité effectives des luttes qui se développent actuellement et conclut :

« C'est une situation complexe, malsaine et dangereuse, une situation propice à la confusion, à l'impatience, à la pénétration de toutes les utopies, à des explosions de colère et des actions irréflicées ».

La grève du métro est explicitement condamnée dans ce document comme par les explications complémentaires de Krasucki :

« Dans certains milieux, on fait l'éloge de la grève-bouchon. Dans les conditions où elle s'est faite, la grève des conducteurs en a été un exemple achevé ! Ses résultats doivent faire réfléchir ». C'est donc cette démonstration cynique que les bonzes confédéraux entendaient imposer en isolant dès le début, de concert avec leurs compères des autres centrales, les conducteurs des autres travailleurs de la R.A.T.P.

Quant à eux, ils s'opposent « à la fébrilité de ceux qui manient, à tort et à travers, les mots d'ordre de grève illimitée et qui se moquent éperdument des réactions de l'opinion publique envers la classe ouvrière ».

« La fébrilité » des conducteurs de métro refusant, malgré la pression des directions syndicales, de voter la reprise du travail, est donc condamnée en vertu d'une « opinion publique », au-dessus des classes. On retrouve ici la thèse de la presse bourgeoise « déchainée pendant la grève du métro », comme l'écrit si bien « l'Humanité », selon laquelle les autres travailleurs auraient été hostiles aux grévistes.

Petite contradiction à relever au passage : Dans la lettre adressée aux syndiqués C.G.T. du métro pour les appeler à plier la nuque devant le gouvernement des monopoles, les bonzes C.G.T. écrivaient pourtant :

« Votre mouvement est solide, c'est un acquis de grande valeur. La compréhension des autres travailleurs est bonne... le mouvement est unanime et la population a fait preuve d'une grande compréhension... »

Il est vrai que ces experts en trahison n'en sont pas à une petite contradiction près, puisque, quelques heures à peine après le vote unanime des conducteurs pour la poursuite de la grève, le Bureau confédéral de la C.G.T. que dirige M. Séguy condamnait publiquement cette décision et appelait à la reprise du travail.

C'est ainsi que, préconisant des « méthodes de lutte nouvelles et adaptées à chaque situation », ce document condamne l'exercice du droit de grève pour mieux le « sauvegarder » autrement dit ! Travailleurs, supportez patiemment votre exploitation, l'important est de garder vos « forces intactes » !

En fin de compte, le fameux document de la commission exécutive condamne, entre les lignes, non seulement la récente lutte des conducteurs de métro mais encore toutes les grèves dures et résolues de la classe ouvrière, à la S.N.C.F., à Renault et ailleurs. Tout cela serait irresponsable et inefficace !

Bon, mais alors... quelles sont les fameuses formes de luttes nouvelles et adaptées, responsables et efficaces ?

Eh ! bien ! lisez bien attentivement le document en entier, reprenez-le plusieurs fois... vous ne trouverez pas un mot pour répondre à cette question, bien naturelle quand même !

Un programme de capitulation qui conduit tout droit au fascisme.

Alors, Séguy n'a rien à nous proposer ?

Si ! une seule chose :

« Mais il manque encore la concrétisation de cette volonté par l'entente de toutes les forces politiques de gauche qui pourraient, avec l'appui du mouvement syndical, devenir rapidement majoritaires et gouverner la France. »

En conscience de cette réalité, la C.G.T. a entrepris de nouvelles démarches auprès des partis politiques de gauche avec la volonté de contribuer à leur accord sur la base d'un programme qui prendrait en charge les revendications essentielles des travailleurs... La stratégie de la C.G.T. s'inspire aussi de cette perspective. Elle se propose de contribuer à débloquer la situation dans laquelle nous nous trouvons en prenant toute initiative utile à cet effet... »

Et nous y voilà...! Marchais Kollabo et Mitterrand Vichyste voudraient bien gérer le capitalisme avec un gouvernement d'union de la « gauche » ! Et la prochaine occasion... c'est les élections de 1973. A peine deux ans, il est temps de s'y préparer, que diable !

Comment ? en n'infligeant pas de trop lourdes pertes à l'économie.

Et là encore, Séguy et Chaban sont d'accord puisque celui-ci appelle de ses vœux des « syndicats désireux et capables d'orienter l'action des travailleurs... en acceptant le minimum de règles du jeu sans lesquelles aucune vie sociale n'est possible »... et la « société nouvelle » non plus !

Donc, pour les travailleurs, un seul mot d'ordre d'ici 73 : « Du calme ! » Voilà bien, en fait, la seule proposition de M. Séguy, membre de la clique révisionniste

Et où ce programme capitulaire nous mène-t-il ?

Les vrais communistes le savent d'expérience : au fascisme !

Car, quels que soient les discours et trahisons de Séguy et Marchais, la crise du capitalisme s'aggrave.

Dans ces conditions, de deux choses l'une :

Soit la classe ouvrière se renforce sous la direction de son avant-garde marxiste-léniniste en luttant classe contre classe et en ralliant autour d'elle les autres travailleurs pour préparer la révolution prolétarienne ;

Soit nous laissons la bourgeoisie faire de nouveaux pas en avant dans la préparation d'un pouvoir fasciste sans lui opposer une résistance déterminée et unie.

Unité à la base et dans l'action ! classe contre classe !

Que tout ouvrier révolutionnaire rejoigne les rangs de l'avant-garde marxiste-léniniste !

LA SÉQUESTRATION DES PATRONS : UNE JUSTE FORME DE LUTTE

Rennes :

NON A L'ESCLAVAGE !

La grève engagée le 13 octobre par les 230 ouvriers de l'entreprise Pouteau à Rennes pour l'augmentation uniforme des salaires de 0,35 F de l'heure, pour une prime de transport et une indemnité de repas, connaît un durcissement.

Les grévistes de cette entreprise de gros œuvre sanitaire, dont le siège est à Laval, ont décidé jeudi soir 21 octobre d'occuper les locaux de l'entreprise. Les grévistes ont enfermé dans leurs bureaux six cadres, deux cadres répressifs, le directeur de l'agence locale, le directeur des travaux, et quatre comptables.

Vendredi 22 octobre, on pouvait lire sur une grande banderole :

« POUTEAU EN GREVE AVEC SEQUESTRATION. LES OUVRIERS EN ONT MARRE DE L'ESCLAVAGE »

Des mesures de sécurité ont tout de suite été mis en pratique : contrôle du téléphone, grilles d'entrée cadenassées, des baignoires ont été dressées contre les grilles afin de freiner une éventuelle intervention des forces policières.

Cependant, cette direction de buveur de sang qui jusqu'à ce jour ne proposait que des miettes, reculait devant la détermination des grévistes et annonçait vendredi de nouvelles propositions aux ouvriers rennais : 0,25 F de l'heure et des indemnités de transport allant de 10 F à 85 F.

Un vote fut organisé et les grévistes décidaient la poursuite de la grève avec occupation et séquestrations.

Pendant cette même période, la direction utilisa ses laquais pour accomplir une sale besogne. Vers 18 heures, un groupe répressif, composé de chefs de chantier et de

chefs d'équipe, parvenait à escalader les murs de l'entreprise et à pénétrer dans les locaux. Une lutte acharnée s'engagea entre cette poignée de nervis et les grévistes. Puis, quelques minutes plus tard, les forces de police et la gendarmerie mobile arrivaient sur les lieux. Les grévistes furent contraints d'évacuer l'entreprise.

Un correspondant.

Fougères :

**NON AUX MIETTES
HIERARCHISEES !**

Au dépôt de Fougères (Ile-et-Vilaine), les ouvriers de l'Omnium Electrique Industriel sont en grève depuis plus de quinze jours. Ils sont en lutte pour une revalorisation de salaire de 0,50 F de l'heure pour tous. La direction générale leur propose des miettes allant de 0,12 F à 0,23 F de l'heure.

Cela est bien loin du compte et ne correspond nullement à la revendication des grévistes. Nous ne voulons pas de miettes hiérarchisées, mais 0,50 F de l'heure pour tous.

Les grévistes décident de porter leur action à un niveau plus élevé. Lundi 18 octobre, les grévistes captureront un cadre répressif. Le directeur de l'agence rennaise d'une entreprise de Saint-Etienne est enfermé dans son bureau.

Se servant librement du téléphone (erreur à ne pas commettre), ce cadre répressif avait mandé un huissier et saisi le tribunal d'instance. Et les forces de répression intervinrent avec ordonnance d'évacuation. Les grévistes partirent.

La lutte se poursuit sous d'autres formes pour une revalorisation de salaire uniforme de 0,50 F de l'heure pour tous.

Un correspondant.

Le chômage organisé par le capital

Comme beaucoup d'autres étudiants, je cherche du travail à mi-temps. Ayant relevé une annonce dans France-Soir pour un emploi de manutentionnaire, je me présentai à l'adresse indiquée. Là nous étions une quinzaine pour ce travail. Un individu se présenta : le patron ou un chef quelconque.

Voyant un travailleur africain parmi nous, sans même lui demander quoi que ce soit, il lui dit qu'il pouvait repartir. Puis vint un chômeur : « On n'embauche pas les gens qui n'ont pas de travail. On embauche que ceux qui travaillent déjà. » Puis d'autres chômeurs se virent répondre la même chose. L'individu en question préféra que des travailleurs qui font déjà leur journée de 8 heures et plus viennent encore travailler pour lui durant la nuit.

Et il en avoua lui-même la raison avec cynisme : « Il y en a beaucoup qui demandent du travail, alors tenez-vous tranquilles. »

Cette histoire véridique est un raccourci de l'attitude de tous les patrons. Les capitalistes provoquent volontairement le chômage de façon à faire travailler les ouvriers pour des salaires de misère, à les faire taire par le chantage : « C'est ça ou la porte ! » C'est pour cela qu'ils font travailler certains ouvriers durant des 12 heures et qu'ils refusent à d'autres le droit de travailler.

Le capital utilise les ouvriers les uns contre les autres pour réaliser des profits énormes. Pour que cela cesse, il faut que la classe ouvrière s'unisse, chômeurs et actifs, pour mettre à bas le système d'exploitation de l'homme par l'homme.

FACE AUX METHODES FASCISTES, ORGANISONS LES MASSES !

Les ouvriers de l'entreprise de transports lyonnaise, Charles André, à Solaise, qui préparaient la grève du 18 octobre pour leurs revendications sont agressés par un groupe de nervis.

Dans la nuit du 17 au 18 octobre, quatre grévistes dressaient à l'extérieur, sur les grilles d'entrée, des banderoles et des pancartes revendicatives lorsque deux cadres répressifs de cette entreprise intervinrent pour demander de les enlever, ce qui fut refusé par les grévistes.

Les deux directeurs, appuyés par

un groupe de nervis, demandèrent aux grévistes leur démission, ceux-ci refusèrent.

Une bagarre s'en suivit à coups de gourdin et de crosse de revolver. Des coups de feu furent tirés. Robert Morillon, 43 ans, était hospitalisé, victime d'un traumatisme crânien.

Face aux méthodes fascistes de certaines directions patronales, mobilisons les larges masses !

Ecrasons la vermine fasciste !

Pour nos revendications : UNITE A LA BASE ET DANS L'ACTION !

LISEZ PEKIN-INFORMATION

HEBDOMADAIRE THEORIQUE ET POLITIQUE

L'exemplaire : 0,35 F

ABONNEMENTS : 1 an, 14 F — 2 ans, 21 F — 3 ans, 28 F

Spécimen gratuit sur demande

En vente à la librairie LE PHENIX, 72 boulevard de Sébastopol, Paris-3^e ou par notre intermédiaire.

VIVE L'HEROIQUE PEUPLE ALGERIEN!

Il y a 17 ans, quelques militants révolutionnaires du Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques, alors dominé par des dirigeants réformistes, décidaient, réunis en Comité révolutionnaire d'unité et d'action, d'engager la lutte armée contre les colonialistes. Ils représentaient les véritables aspirations du peuple algérien opprimé, pillé, humilié et massacré pendant 124 ans par

les colonialistes français. Aussi le 1^{er} novembre 1954 devient rapidement le drapeau flamboyant de la grande masse du peuple d'Algérie : c'est le début d'une guerre populaire révolutionnaire de longue durée, le prélude à sept années de luttes héroïques inscrites dans le cœur de chaque Algérien, et gravées à jamais dans l'histoire de notre pays, dans celle de notre peuple.

D'autre part et surtout, beaucoup des vestiges politiques relégués à leur place par le peuple algérien ont été sortis de la poubelle de l'histoire par la bourgeoisie fascisante, après le printemps révolutionnaire de 68. Tel Soustelle, responsable de nombreux massacres, réintégré au sein du conseil municipal U.D.R. de Lyon. Ces éléments sont les plus avancés dans la propagande raciste destinée à diviser les travailleurs français des travailleurs immigrés. Ils envisagent par ailleurs d'appliquer leur « expérience » algérienne au peuple révolutionnaire de France. Il y a quelque temps, un officier interviewé à propos du film *La Bataille d'Alger* a déclaré sans embage que la torture fournit de bons résultats et qu'une organisation « subversive » est d'ailleurs conçue en en tenant compte. Dans le contexte actuel de notre pays, où la montée de l'esprit révolutionnaire est puissante dans les masses malgré la fascisation croissante de l'Etat du capital monopolisateur, ces paroles sont des menaces claires.

Voilà quelques raisons pour lesquelles aujourd'hui, alors que notre peuple, prolétariat en tête, s'achemine vers de grandes luttes qui le conduiront au socialisme libérateur. Il est important que les plus anciens n'oublient pas et que les plus jeunes apprennent les grandes leçons que nous a données le peuple algérien, en particulier cette vérité décisive qu'il a confirmée, que « le pouvoir est au bout du just ». L'histoire des échecs et des victoires du peuple d'Algérie dans le combat pour son indépendance nationale au long des siècles, c'est un peu l'histoire de l'application conséquente ou non de cette loi.

Dès avant la conquête coloniale française en 1830, le peuple algérien, de 200 avant Jésus-Christ à environ 700 après Jésus-Christ, mena une lutte farouche contre les Romains, les Vandales puis les Byzantins. Par la suite, au XVI^e siècle, il combat contre le roi d'Espagne qui prétendait lui aussi dicter sa loi. Enfin, les Turcs envahissent le pays où ils s'installent, oppriment durement la population. A la veille de 1830, le pays est affaibli par la domination turque, mais c'est un pays qui fut peu de temps auparavant un des plus féconds berceaux de la civilisation islamique, source de nombreux progrès à l'époque.

De tout ce passé schématisé ici, jamais aucun enfant algérien n'en entendit une bribe à l'école des colonialistes : « Nos ancêtres, c'est les Gaulois... » Des mystifications prossières, les colonialistes allaient en fabriquer d'autres, et d'ailleurs c'est toujours cette marchandise frelatée qui est servie aux écoliers de notre pays. Elle sert à justifier l'ignoble pillage de l'Algérie. Et tous les réformistes, tous les chauvins apportent de l'eau à ce moulin. Selon ces réactionnaires, la France a accompli une œuvre civilisatrice en Algérie. Mystification ! Selon ces réactionnaires, la France a engagé sa guerre d'agression coloniale en 1830 pour venger un affront ! Mystification, mauvais prétexte !

« L'histoire officielle considère généralement 1830 comme le point de départ de l'œuvre française en Algérie ». Pour elle, la conquête délivre ce pays du nid de pirates qui troublait le repos de l'Europe et dont le despotisme vouait le pays à la stérilité. La cause de la conquête ne serait que « l'insolence » du dey Hussein. Quant à toute l'évolution postérieure de l'Algérie, elle se définissait comme un progrès constant, une



C'est dans la liesse populaire que fut accueillie la victoire.



L'Armée de Libération Nationale, une héroïque armée populaire forgée dans le feu du combat.

« mise en valeur » qu'aurait seule freinée une « effroyable natalité ». A la limite, les guerres d'où seraient sortis ces progrès ne résuleraient que d'une série d'agressions perpétrées contre des « colons paisibles » par des populations indigènes menées par le fanatisme et incapables d'apercevoir leurs véritables intérêts. » (*L'Algérie passé et présent* - R. Lacoste, A. Nouschi et A. Prenant.)

La réalité est toute autre. C'est par un vol caractérisé que commença l'agression française. Le refus du roi bourgeois Charles X de rembourser les dettes de la France au dey d'Alger (plusieurs centaines de millions de francs actuels). L'expédition colonialiste de 1830 fut montée de toutes pièces par la monarchie française pour satisfaire l'avidité de la bourgeoisie d'affaire, pour s'offrir un pays riche à piller au moment où la

course aux colonies entre la France et l'Angleterre prend un nouvel essor. Mais c'est également, déjà, dans le but de s'attacher une armée de coup d'Etat en lui donnant en pâture un butin énorme, et cela afin de mater la montée de l'esprit révolutionnaire dans le peuple.

Déjà, la sale guerre entreprise sur le dos du peuple de France alors dans une terrible misère devait servir à saigner les peuples.

Alors allait commencer pour le peuple algérien 141 années de résistance à l'oppression, à la souffrance et à l'humiliation.

Et tout d'abord la conquête de l'Algérie ne fut pas pour les troupes coloniales une promenade glorieuse. Le peuple d'Algérie n'était pas prêt

répression préventive. « Tous les douars, toutes les villes, toutes les maisons sont brûlées. On ravage, on brûle, on pille... »

Et le peuple algérien est déjà massacré par ceux-là mêmes, tel le sinistre Cavaignac, qui dirigent leurs canons contre le peuple insurgé à Paris en 1848.

Cette solidarité dans l'oppression allait se renforcer lorsque, en 1871, le peuple algérien se leva héroïquement dans tout le pays au moment même où les glorieux Communards les armes à la main fondaient la première forme de dictature du prolétariat. Le nain sanglant Thiers dut partager ses Versailles contre le peuple de France et celui d'Algérie. Mais l'insurrection générale de



R. Lacoste et Mollet : deux criminels de guerre.



Des enfants de Sakiet.

5 juillet 1956, organisée pour alerter l'O.N.U., et critiquée à juste titre par la suite par le F.L.N. parce qu'elle reposait sur des illusions, démontra la cohésion du peuple autour de son Front de Libération.

C'est que le colonialisme jouait de son côté un rôle actif dans la propagation des idées révolutionnaires. Par sa sauvagerie, par l'instauration du vieux principe criminel de la « responsabilité collective », il fit monter au maquis ceux qui n'étaient pas encore décidés. Et ce sont les « socialistes », Mitterrand, Mollet et Cie qui portent l'immense responsabilité des massacres à grande échelle tel celui qui eut lieu à Sakiet. Comment appeler dès lors ceux qui ont condamné les exactions des « deux côtés » et sont allés jusqu'à voter les pleins pouvoirs à Guy Mollet ? Ce sont des traîtres.

Le peuple algérien, de fait, eut à lutter pratiquement seul, ne comptant que sur lui-même pour vaincre, avec l'appui des autres peuples arabes.

Avant la classe ouvrière et le peuple de France, il eut à faire l'amère expérience de la trahison des dirigeants révisionnistes. En France, l'opposition populaire, spontanée, à la guerre n'acquiesça jamais la puissance qu'elle eut connue sous la direction d'un parti authentiquement communiste, effectivement fidèle à Marx et à Lénine, ces grands libérateurs de peuples.

Pourtant, grâce à son courage exemplaire, le peuple frère algérien a conquis au prix de son sang une liberté sans prix qu'il défend et défendra toujours en édifant une patrie nouvelle faite par le peuple et pour le peuple. Le peuple de France, sous la direction de son avant-garde prolétarienne marxiste-léniniste, se tiendra toujours à ses côtés, car l'histoire a créé entre nos deux peuples des liens indestructibles !

VIVE LE SOUVENIR DU 1^{er} NOVEMBRE 1954 !

VIVE L'HEROIQUE PEUPLE ALGERIEN !

VIVE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE D'ALGERIE !

« LA REVOLUTION PAR LE PEUPLE ET POUR LE PEUPLE ! »

(Premier article d'une série)



Bien avant tout le monde, la République Populaire de Chine a reconnu le F.L.N.

Aujourd'hui, les réactionnaires de tout acabit éprouvent le besoin de faire à nouveau un grand tapage mensonger autour des crimes inexpiables de la France colonialiste en Algérie. C'est ainsi que le bourreau fasciste Massu qui se promenait fièrement à Alger avec ses chiens dressés à « sentir » l'Arabe, vient de faire

paraître ses mémoires sur la bataille d'Alger. Il y avoue cyniquement ce que chacun sait, qu'il a pratiqué la torture couramment. C'est ainsi également qu'un magazine chargé d'écrire l'histoire au goût de la bourgeoisie a entamé une série sur la guerre d'Algérie avec un renfort de publicité inégalé.



Les « bienfaits » du colonialisme.

Pourquoi toute cette agitation soudaine ?

En fait, les raisons sont multiples et parfois complexes. D'un certain point de vue, la guerre n'est pas finie... Bien sûr, la lutte armée pour l'indépendance de l'Algérie a trouvé sa juste conclusion. Mais les monopoles capitalistes impérialistes et autres forces réactionnaires ne sont

pas encore éliminées de la scène de l'histoire. Et ils n'ont pas abandonné leur ligne de conduite de brigand. Piller les richesses de l'Algérie indépendante, ils n'y ont pas renoncé : il suffit de se rappeler la campagne haineuse orchestrée par des éléments ouvertement fascistes, par des résidus puants de l'O.A.S. lors de la hausse du pétrole algérien.

« Pendant toute la période de la lutte armée, l'émigration algérienne en France, groupée au sein de la Fédération de France du F.L.N., s'est trouvée, dans les conditions qui étaient les siennes, à la pointe du combat. Les morts, les emprisonnés, les internés, le nombre de ceux qu'on renvoya, comme on disait alors, dans leur douar d'origine, toutes ces victimes de la guerre attestent de la violence du combat qui fut mené.

Aujourd'hui, plusieurs centaines de milliers de nos compatriotes vivent et travaillent encore en France dans des conditions souvent difficiles, et d'autant plus difficiles qu'ils se heurtent à une campagne extrêmement violente dirigée contre eux. Les mobi-

les de ceux qui animent cette campagne, nous les connaissons : ils se nomment racisme et haine de notre révolution. On pourrait même dire peur de notre révolution car une révolution authentique fait toujours peur aux détenteurs de privilèges, où qu'ils se trouvent. L'histoire fourmille d'exemples en ce genre.

Que Certains, en France ou ailleurs, n'aient pas voulu croire tirer les enseignements de notre victoire, que certains nous contestent encore le droit de mener nos affaires à notre guise c'est-à-dire dans le seul intérêt de notre peuple, c'est là un phénomène auquel nous pouvions nous attendre. » (Extrait de la Charte d'Alger, 1^{er} congrès du FLN, avril 1964).

LA FASCISATION N'ENDIGUERA PAS LA MONTÉE DES LUTTES

NANTERRE A L'HEURE DU LAITIER

Après Arcachon, des villes du Sud-Est de la France, c'est maintenant à Nanterre, dans la banlieue parisienne, que l'on a pu voir plus de deux cents C.R.S., gendarmes, etc. quadriller et fouiller de fond en comble une cité habitée par environ 1 500 personnes, « la cité des marguerites ». Cette cité est habitée par des travailleurs expulsés de leur ancien domicile, sinistrés et d'une façon générale par des travailleurs vivant dans la misère. Des appartements aux caves, tout y a été inspecté. Pour les plus anciens, cela rappellera ce qui se faisait en Allemagne à une certaine époque et en France sous l'occupation. Le bouclage de quartiers entiers aux premières heures du jour et leur ratissage.

Pour préparer et tenter de justifier cette descente de police, « France-Soir » avait quelques jours plus tôt engagé une campagne : « Des jeunes font régner la terreur à Nanterre », « Des coups de feu tirés contre un car de police », etc.

Et comme de bien entendu, la municipalité révisionniste de Nanterre s'est contentée de réclamer une entrevue au préfet et de regretter « qu'aucune mesure n'ait été prise pour éviter le pire ».

Renforcer toujours plus le quadrillage policier, créer une atmosphère d'état de siège, inspirer la crainte aux travailleurs, tels sont bien les objectifs de l'Etat fascisant.

A BAS LES ATTEINTES A LA LIBERTÉ D'EXPRESSION !

Après de nombreux procès intentés par Marcellin à des journaux divers ainsi qu'à notre *Humanité Rouge*, c'est aujourd'hui le tour du journal trotskyste *Rouge* qui est accusé de « diffamations et injures envers la police » pour avoir dénoncé un certain nombre de faits dont un grand nombre de journaux s'étaient faits l'écho.

Ces attaques entrent dans le cadre de l'offensive fascisante contre la liberté de la presse.

Nous condamnons également énergiquement les interpellations à leur domicile de treize responsables trotskystes. Et à ce propos, nous dénonçons les faux défenseurs des libertés démocratiques que sont les dirigeants du P. « C. » F. qui ont pu déclarer dans *l'Humanité blanche* du 22 octobre : « Ces arrestations surviennent, il convient de le noter, avec une opportunité rare pour le gouvernement. Ce dernier se trouve aux prises avec de multiples difficultés et l'on comprend trop qu'il soit à l'affût de toutes les diversions possibles. » Drôle de façon, n'est-ce pas, de défendre les libertés démocratiques !

En ce qui nous concerne, la défense des libertés démocratiques n'est pas un vain mot mais un devoir, car nous savons pour l'avoir déclaré il y a déjà bien longtemps qu'ainsi qu'a pu le dire Charles Tillon au procès de *Rouge* : « L'action du fascisme prend aujourd'hui des formes différentes de celles d'autrefois. Ce n'est plus le pouvoir à con-

quérir. C'est à l'intérieur même du pouvoir qu'il travaille en prévision du temps où le grand capital peut avoir besoin de lui. »

CITE UNIVERSITAIRE : NON AUX EXPULSIONS !

Depuis la rentrée, l'administration pratique une politique de répression systématique, en particulier à la Maison des Provinces de France dont le directeur Van Egffenterre veut exclure tous les membres de l'ancien comité. Ceux-ci refusaient en effet de lui rendre des comptes, ne s'estimant responsables que devant les résidents.

Van Egffenterre a commencé par Eddi. Les résidents progressistes ont protesté en occupant la chambre d'Eddi d'où ils furent chassés par les fascistes de la Cité Universitaire, aidés des vigiles et des pompiers.

Une audience fut demandée à Marthelot, délégué général, qui y répondit en faisant intervenir une centaine de C.R.S. qui embarquèrent des étudiants.

La riposte se prépare et s'amplifie malgré les provocations des fascistes (pour certains armés de couteaux, barres de fer, et peut-être même de fusils).

Le combat continue !

EDDI RESTERA RESIDENT !

Correspondant H.-R.
Cité Universitaire
Bd Jourdan - Paris.

« EPURATION » A L'EDUCATION NATIONALE

Le Conseil académique de Paris vient de suspendre pour dix ans sans traitement, Robert Vergnes, professeur d'espagnol au lycée Lavoisier.

Cette mesure fascisante montre clairement quel rôle la bourgeoisie veut faire jouer à l'enseignement et aux professeurs.

Robert Vergnes a été suspendu pour avoir refusé de recevoir un inspecteur général, un de ces envoyés du ministère qui contrôlent si l'enseignement donné par les professeurs est bien conforme à l'idéologie du pouvoir et c'est là la raison d'être un rouage dans la diffusion de l'idéologie bourgeoise et c'est là la raison essentielle pour laquelle il a été chassé de son travail.

On ne lui a pas pardonné non plus d'avoir organisé des réunions de caractère politique dans sa classe.

Convoqué devant la commission disciplinaire du conseil académique de Paris, il avait refusé de s'y rendre, déclarant dans une lettre : « Je considère que, tout comme les « conseils de discipline » en ce qui concerne les élèves, les « conseils académiques » et autres « commissions disciplinaires » ne sont qu'une caricature de la justice au service du capital. Vous, membres du conseil académique, n'êtes là que pour exécuter les ordres du président de cette République bourgeoise, « ... nous mettrons au pas, et, s'il le faut, à la porte ». Eh bien, moi, je ne suis pas de ceux que l'on met au pas. »

Nous dénonçons les sanctions qui le frappent et lui apportons notre soutien total.

Un "scandale" du capitalisme : la situation des petits paysans

Garantie foncière, Patrimoine foncier, etc., des scandales éclatent tous les jours. Les bourgeois voudraient nous faire croire qu'il s'agit « d'incidents » dus à des gens « naïfs ».

EN FAIT la spéculation, la tromperie, le vol sont la base du capitalisme agonisant. En voici quelques exemples dans l'agriculture agenaise.

A AGEN il a grêlé durement et on en voit aujourd'hui les retombées et les conséquences écoeuvrées :

SCANDALE le sort du petit propriétaire qui se voit obligé d'emprunter et souvent, en plus de son travail au champ, d'aller travailler à la journée chez le gros propriétaire.

SCANDALE le sort du gros propriétaire : le malheur des pauvres fait le bonheur du gros : lui avait ses terres assurées, il en a les moyens, en graissant la patte de l'agent d'assurance il se fait rembourser à 100 %. Le manque de travail chez les ouvriers agricoles lui permet de les payer moins cher (3,50 F) et comme il vend des fruits qui lui ont déjà été payés par l'assurance, il touche au moins une fois et demie le profit d'une année normale, quelquefois deux.

SCANDALE les magouillages sur les prix. Le plus écoeuvrant est la spéculation à laquelle se livrent les intermédiaires « débrouillards » : ils achètent la pomme à confiture (la plus mauvaise qualité achetée 7 centimes le kg au producteur) et la revendent comme 2^e choix (1,40 F et plus au détail). Ainsi un simple changement d'étiquette peut faire gagner 1 F par kg au « magouilleur » qui bénéficie de la plus totale impunité.

SCANDALE les superprofits que vont faire cette année les confitu-

riers Caban (les pruneaux) et autres — achetant la pomme 7 centimes le kg, ils revendent le pot de confiture pomme et coing (un cheval - une alouette) de 250 grammes pour 1,50 F. Le kilo de compote à peine sucrée 1,40 F. Ceci en imposant aux ouvriers des conditions de travail infectes à des cadences plus qu'inhumaines.

— Des paysans pauvres qui sont obligés de vendre leur récolte à un prix dérisoire et d'accumuler emprunts et hypothèques (ainsi, et souvent, le paysan travaille une terre

qui appartient de fait au Crédit Agricole (première banque). Quand celui-ci voudra faire place nette...)

— Des prolétaires qui achètent au détail des fruits verts, petits, mal formés et abimés au prix fort.

— Des ouvriers agricoles surexploités qui pour un travail fatigué et malsain (en plein soleil ou dans la boue, traitement chimique des arbres qui provoquent des allergies et abîment les yeux) ne touchent même pas le S.M.I.G. (le salaire le plus pratiqué est de 3,50 F de l'heure), ne sont jamais déclarés à la Sécurité

sociale et ne peuvent donc pas bénéficier de l'allocation de chômage, chômage où ils seront à la fin du mois.

Il est temps d'ouvrir nos yeux, la résignation et le laisser-aller ne nous donnera rien que plus d'exploitation, que plus de difficultés pour survivre.

UNISSONS-NOUS A LA BASE ET DANS L'ACTION.

VIVE LA FRANCE SOCIALISTE QUE NOUS FERONS NAÎTRE SUR LES CENDRES DU CAPITALISME.

Correspondant H.R.

Quand les gros propriétaires se préoccupent de l'instruction des ouvriers agricoles

Dans le *Vauchuse Agricole* du 20 septembre (journal des gros exploitants locaux), on peut lire un article sur les Associations de salariés agricoles pour la vulgarisation du progrès agricole (A.S.A.V.P.A.). Ces associations sont d'abord présentées comme devant élever la productivité, réduire la peine des ouvriers, mieux les qualifier et améliorer leur contrat de travail. Les A.S.A.V.P.A. « bénéficient... de subventions du Fonds national de développement, et... d'aides des Chambres d'agriculture. » En continuant la lecture, on découvre les véritables raisons qui poussent ces gros bonnets à payer l'instruction de leurs ouvriers :

« Le salarié compétent ne peut plus être un simple exécutant. Il a, qu'il en soit conscient ou non, d'importantes responsabilités. Fréquemment au cours de son travail, il a

entre les mains un capital en matériel de vingt, trente, quarante, cinquante mille francs ou plus (2, 3, 4, 5 millions d'anciens francs). Une mauvaise connaissance de l'outillage utilisé, de son fonctionnement, de ses exigences en matière d'entretien, de son bon état de marche, peut entraîner une catastrophe toujours coûteuse ; et le premier jugé responsable, c'est l'utilisateur, au moment de l'accident ou de la panne. » Mais, hélas, ajouterons-nous, comme il ne pourra pas payer une telle somme, il vaut mieux l'instruire pour essayer d'éviter la « catastrophe ».

Voilà comment et pourquoi les riches veulent faire l'instruction du peuple. Du temps où les ouvriers ne maniaient que la pelle et la pioche, on ne prenait pas tant de peine. Quant à la formation sur les organisations sociales et professionnelles,

soyons sûrs que ce sera pour mettre les ouvriers à la remorque des réactionnaires de la F.N.S.E.A. Ici, les gros préfèrent prendre les devants en surveillant les organisations d'ouvriers.

Cet article est destiné à convaincre les gros propriétaires qui pensent encore qu'on gaspille de l'argent à instruire cette valetaille. Il a l'avantage de dévoiler clairement les motifs de la bourgeoisie mais ce raisonnement fait ici pour l'agriculture est le même qu'ont fait tous les exploitants pour l'école depuis Jules Ferry jusqu'à Guichard.

Seule la destruction complète de l'Etat bourgeois et la dictature du prolétariat permettront de donner aux adultes et aux enfants une instruction qui ne soit plus au service des exploitants.

A PROPOS DU PRIX NOBEL DE LA PAIX QUAND LES COLOMBES ONT DES DENTS...

Willy Brandt consacré champion de la paix entre les peuples ? La nouvelle a de quoi surprendre ! car, certes, si dans le passé Brandt s'est opposé au nazisme, qu'en est-il du présent ?

• Il est le chef du gouvernement de la République Fédérale Allemande où le pouvoir appartient — comme au temps de Hitler — aux représentants du grand capital financier et des trusts de l'armement, tels :

— Hermann J. Abs, ancien conseiller financier de Hitler, chef du plus puissant groupe bancaire allemand ;
— Otto Andreas Friedrich —

ancien commissaire du Reich à l'économie de guerre de Hitler — président de l'union ouest-allemande des syndicats patronaux ;

— Friedrich Elick, « condamné » pour crime de guerre après 1945, maître du plus grand trust de l'armement ouest-allemand.

• Il est le premier responsable d'un appareil d'Etat truffé d'anciens nazis et d'anciens criminels de guerre (80 % des magistrats actuellement en exercice en R.F.A. ont été des hitlériens convaincus), d'un pays où le N.P.D. néo-fasciste pavoise tranquillement.

• Il est le commandant en chef de la Bundeswehr, outil d'oppression à l'intérieur, comme à l'extérieur. Cette armée dont les effectifs sont passés, en dix ans, de 110 000 hommes à 500 000, dont les 200 généraux et amiraux viennent tous, en droite ligne, de la Wehrmacht fasciste.

• Il est un complice docile de l'impérialisme américain en Europe et dans le monde : à lui seul le régime de Bonn fournit à l'O.T.A.N. autant de troupes que ses quatre principaux « partenaires » réunis et plus de 1 200 officiers.

Par ce pacte d'agression, l'Allemagne revancharde a accès aux

armes nucléaires et constitue un immense laboratoire de recherche pour la guerre chimique et bactériologique.

• Le gouvernement que préside Brandt est enfin l'un des premiers exportateurs d'armes du monde en direction des régimes fascistes (Portugal, Grèce, Israël...) et ne cache pas ses ambitions expansionnistes.

Et c'est de cet homme que Kossyguine, apprenant la nouvelle, a dit : « Bravo ! il le mérite » !

Curieux champions de la paix entre les peuples, ne trouvez-vous pas ? Il est vrai que ce ne sont pas les peuples qui les ont sacrés ainsi !



« Silésie-Est de l'Allemagne ». C'est sous ce mot d'ordre de la revanche que se déroula un rassemblement en Silésie en 1965 auquel participa, entre autres, Willy Brandt.

LES CHIENS SANGLANTS DRESSENT LA TÊTE

Le souvenir des massacres ignobles commis par les hordes nazies à Oradour, à Tulle, reste vivant dans le cœur de tous les anciens résistants comme dans celui du peuple de France. Ils sont le symbole même de la barbarie fasciste.

Et pourtant... Pourtant le responsable numéro un, le général S.S. Lammerding est mort il y a quelques mois dans son lit, après avoir été directeur d'une usine en République Fédérale Allemande.

Pourtant, il y a quelques jours a été fondée en Bavière l'association des anciens S.S. de la division « Das Reich ». Et l'assemblée constitutive de cette organisation de chiens sanglants fut protégée par la police allemande du Prix Nobel de la « paix », Brandt ! Le président est le beau-frère de Bormann, bras droit d'Hitler, et cette vermine a déclaré avec cynisme au journal Frankfurter Rundschau : « Beaucoup d'entre

nous ont fait carrière dans l'Etat et dans l'économie. Nous nous tenons debout sur les deux jambes dans cet Etat » et encore vouloir maintenir « des vertus humaines telles que la fidélité, le sens du devoir et celui des responsabilités, d'assurer que des concepts comme l'honneur, la liberté et la camaraderie ne disparaissent point... Cet attachement aux traditions se résume réellement pour nous dans le nom de notre vieille et fière division « Das Reich ». » Martyrs d'Oradour, de Tulle, vous tous les combattants tombés sous les balles du nazisme et vous les anciens de la Résistance, voilà comment vous êtes insultés dans cette Allemagne impérialiste ! « Le ventre est toujours fécond d'où est sorti la bête immonde. » Nous faisons confiance à la classe ouvrière d'Allemagne pour qu'elle balaye une fois pour toutes cette racaille par la révolution prolétarienne.

— SOLIDARITÉ TOTALE — AUX LUTTES DE LA CLASSE OUVRIÈRE D'ESPAGNE !

Depuis l'avènement sanglant du sinistre Franco, bourreau du peuple espagnol, pas une minute la classe ouvrière n'a cessé son combat contre ce régime d'oppression, de misère et de terreur.

Il a pris ces derniers temps, comme l'illustre magnifiquement la grève de l'usine S.E.A.T. à Barcelone, une immense ampleur.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que la classe ouvrière lutte à la S.E.A.T. (qui construit des voitures sous licence Fiat). En juin dernier déjà 15 000 ouvriers en grève avaient paralysé l'usine. Ils exigeaient la réintégration d'une vingtaine de leurs porte-parole authentiques, licenciés pour des motifs scandaleux (deux d'entre eux étaient accusés d'« avoir passé deux fois trois minutes aux W.C. » !).

Le 18 octobre, la moitié d'entre eux réussissaient à pénétrer dans l'usine, occupaient leur ancien poste de travail et refusaient de le quitter. Comme une traînée de poudre, les 7 000 ouvriers présents décidaient alors, unanimes, la grève avec occupation.

Mais les carabiniers ne sont jamais bien loin en Espagne. Très vite ils étaient sur place dans un grand déploiement de force, comprenant même un escadron de la police montée armée. Pendant plusieurs heures, farouchement, les ouvriers ont fait face à la police et l'ont combattue pied à pied.

Après avoir tué en septembre un ouvrier du bâtiment, à nouveau les flics espagnols ont tiré sur des grévistes, blessant plusieurs ouvriers dont l'un est dans un état très grave. Les carabiniers, eux, ne se vantent pas de leurs nombreux blessés !

Au même moment, des milliers d'autres grévistes parcouraient les rues de Madrid, se heurtant, eux aussi, durement aux barrages policiers, pour populariser la lutte de leurs camarades. A leur appel, les grévistes et les manifestations de solidarité ne cessent de se multiplier. Une vingtaine d'usines de Barcelone sont en grève. A Madrid, les manifestations de solidarité se multiplient. Dans les Asturies, les 9 000 mineurs poursuivent leur grève. A Pampelune, 850 métallos continuent la grève qui dure depuis 6 semaines.

Dans Barcelone quadrillée par les carabiniers, de puissantes manifestations se déroulent en permanence, bloquant la circulation. Les étudiants progressistes soutiennent la lutte des ouvriers. Comme les petits commerçants qui ont baissé leurs rideaux en signe de solidarité. Comme les 600 employés de l'entreprise d'électricité qui ont refusé d'éteindre les lumières publiques qui brûlent nuit et jour.

Tous joignent leur voix à celle de la classe ouvrière pour crier « A bas Franco ! A bas le fascisme ! Liberté pour le peuple ! »

Sous la ferme direction du Parti communiste d'Espagne (marxiste-léniniste), le Front uni de tous les exploités et de tous les opprimés se soude de plus en plus fermement. Les jours du franquisme sont comptés.

Vietnam : nouvelle déroute de l'impérialisme U.S.

Vendredi 22 octobre, après 4 semaines de combat, les agresseurs américains se sont vus contraints à évacuer la base d'artillerie « PACE » située à 1 km de la frontière Cambodgienne.

Déjà, il y a quelques jours, tous les soldats de 2 compagnies d'artillerie avaient tour à tour refusé de partir en patrouille estimant qu'il s'agissait d'un suicide (voir H.R. n° 119).

En partant, les Américains, dans leur précipitation ont détruit 2 batteries d'artillerie et laissé quelques conseillers US et quelques fantômes pour garder leurs 4 canons en attendant

de pouvoir les évacuer par la route.

Gageons que cette nouvelle défaite n'a guère amélioré le moral des GI's, trop heureux sans doute de quitter un coin pour eux si mal famé !

A présent, toutes les bases d'artillerie Américaines situées près de la frontière sont éliminées : La base la plus proche Fay Ninh est à 40 km de celle-ci.

Chaque jour, les Impérialistes Américains, harcelés de toutes parts s'enlisent un peu plus au Vietnam et dans toute l'Indochine. Le jour se rapproche où les peuples Indochinois les jetteront définitivement à la mer.

Ecoutez les radios révolutionnaires

TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h
16 h
17 h sur 31 et 42 m ;
19 h
21 h
22 h sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30 sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30	.. sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30	.. sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30	.. sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30	.. sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.



A propos d'un "programme démocratique d'union populaire" présenté par le Parti révisionniste

Marchais contre Marx et Lénine

Agissant comme ont agi de tout temps les sociaux-démocrates, prenant exemple sur ses devanciers de la II^e Internationale, de Bernstein et Kautsky à Blum et Guy Mollet, le secrétaire général du révisionnisme moderne en France présente avant tout un tableau saisissant et dans l'ensemble véridique de « la société française en crise ». Certes, on trouve dans son exposé la référence au fameux « pouvoir personnel », forme d'Etat intermédiaire entre la démocratie bourgeoise et le fascisme, inventée pour justifier sur le plan théorique, au lieu du passage révolutionnaire au socialisme, la nécessité d'un retour à la démocratie bourgeoise, baptisée pour la circonstance, après avoir été « renouvelée » puis « véritable », « démocratie avancée ». Mais les méfaits du capitalisme monopoliste d'Etat, protégé par la dictature

de la bourgeoisie sous sa forme de démocratie bourgeoise en voie de fascisation, sont recensés et présentés de telle sorte que chaque lecteur puisse acquiescer : « Ce sont bien là en effet les maux dont je souffre ».

Au début de son rapport, Marchais ne lésine pas sur les mots et s'efforce de dire ce que pensent tous les travailleurs : « Il y a quelque chose de pourri dans ce régime ». Ici, c'est le verbe qui prévaut, on va voir quels sont les actes qui suivent et l'on pourra mesurer, comme pour tout social-démocrate, le fossé qui sépare les seconds du premier.

Après ce préalable donc, on attend les propositions concrètes pour apporter un remède définitif à la malaisance des monopoles capitalistes et de l'Etat subordonné à la défense de leurs intérêts. Et c'est ici que commence la mystification.

Mais examinons une autre des illusions qu'essaye d'infiltrer ce commis de la bourgeoisie dans les esprits des ouvriers : que sont donc les « nationalisations » tant que subsiste l'Etat bourgeois ? C'est le « Manuel d'économie politique » de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., rédigé sous la direction de Staline, qui nous en fournit la définition :

« La propriété d'Etat dans les pays impérialistes apparaît ou bien à la suite de la construction d'entreprises, de voies ferrées, d'arsenaux, etc., aux frais du budget de l'Etat, ou bien sous la forme de la nationalisation bourgeoise, c'est-à-dire le transfert de certaines entreprises privées aux mains de l'Etat, moyennant une forte compensation... La propriété d'Etat dans les pays bourgeois est une variété de propriété capitaliste, où le propriétaire n'est pas un capitaliste

particulier, mais l'Etat bourgeois, qui est subordonné à une poignée de grands monopoles... »

Que signifie donc le projet de « nationalisation » du Parti révisionniste sans qu'ait été « brisé, détruit » l'Etat bourgeois ?

Marchais, s'efforçant de rassurer les petits et moyens capitalistes (« Bien entendu, précise-t-il, il ne s'agit nullement de nationaliser toute l'activité productive et commerciale du pays »), entend-il faire tourner en arrière la roue de l'Histoire et faire revenir notre société de son stade capitaliste monopoliste d'Etat à un stade capitaliste concurrentiel ? ou bien Marchais prétend-il pouvoir briser l'Etat de la bourgeoisie monopoliste par une autre voie que celle théorisée par Marx et Lénine sur la base de l'expérience historique de la Commune de Paris ?

UN « GOUVERNEMENT DEMOCRATIQUE D'UNION POPULAIRE » TOMBE DU CIEL

En fait, le rapport de présentation de Marchais comme le « Programme de gouvernement » lui-même ne souffient mot des moyens concrets devant permettre la mise en place du fameux « gouvernement démocratique d'union populaire ».

« La France a besoin du socialisme », dit le Parti révisionniste par la voix de son secrétaire général. Cela rappelle les grandes proclamations de Blum ou de Guy Mollet. Cela ressemble à s'y méprendre aux envolées oratoires actuelles de François Mitterrand. Aujourd'hui, tout le monde exprime une telle vérité. En paroles, bien entendu. Quant aux moyens pour y parvenir, Marchais renvoie au « Manifeste de Champigny ».

Ce document fonde la ligne théorique du Parti révisionniste « pour une démocratie avancée, pour une France socialiste ». Il ne retient essentiellement que la perspective d'une « voie pacifique ». Il fait nécessairement abstraction des moyens dont dispose pour se défendre sur le plan tactique la bourgeoisie monopoliste. Un peu comme si n'existaient ni la police, ni l'armée, ni les prisons, ni le monopole d'Etat des moyens d'information, ni l'ensemble des organes d'Etat dominés par le capitalisme. Un grand mouvement de masse intervenant à la faveur d'élections serait suffisant pour imposer cette « démocratie avancée ouvrant la voie au socialisme » !

REVOLUTION ? NON. ELECTIONS.

Présentant le Programme, Marchais déclare notamment : « La participation... pour nous, par contre, c'est une affaire sérieuse. Et c'est précisément pourquoi nous disons qu'il est nécessaire d'instituer pour toutes les élections la représentation proportionnelle. Car c'est le seul mode de scrutin qui garantisse la représentation réelle des différents courants politiques dans les assemblées où se débat le sort des hommes et des femmes de notre pays ».

Ici, mine de rien, le leader révisionniste substitue les élections à la révolution. Rien que ça !... Si vous désirez démonter son argument mystificateur, demandez donc un peu à ceux qui le défendent : « Depuis quand parle-t-on de la représentation

proportionnelle en France ? » S'ils ne le savent pas, expliquez leur que c'est depuis l'époque de Jaurès, cela ferait bientôt un siècle si la révolution prolétarienne tardait à triompher. Et quand donc la bourgeoisie a-t-elle accepté d'instituer la « proportionnelle » ? Jamais. Pas même en 1945-1946 où, en dépit de la volonté des masses, le système électoral était encore manipulé pour désavantager les candidats ouvriers ! Aussi longtemps que subsiste le capitalisme, l'électoratisme, avec ou sans représentation proportionnelle, est une arme au service de la bourgeoisie et jamais du prolétariat. En 1938, en 1946, en 1968, la classe ouvrière l'a éprouvé à ses dépens.

DES NATIONALISATIONS BOURGEOISES

Plus loin, Marchais dit : « Une véritable démocratie suppose, en outre, à notre époque, que les principaux leviers économiques, dont l'action est déterminante pour les affaires du pays et par conséquent pour le sort de notre peuple, soient retirés des mains d'une petite poignée de grands financiers et remis à la nation elle-même... Elle exige des transformations profondes visant à limiter, à faire reculer, puis à liquider la domination que le grand capital exerce sur la vie nationale... La première de ces transformations doit être la nationalisation des secteurs-clés de l'économie... »

Voici encore une proclamation de type social-démocrate qui, telle un vœu pieux, ne risque pas de se

réaliser par la voie « pacifique ».

Croyez-vous, travailleurs, que la bourgeoisie monopoliste, détentrice du pouvoir d'Etat, laisse nationaliser gentiment, comme ça, ses entreprises, ses trusts ? C'est du théâtre guignol tout pur. Car seule la dictature du prolétariat en armes, instituée par une révolution violente, est parvenue dans d'autres pays à écraser un capitalisme dont la puissance n'était même pas encore parvenue à celle dont dispose aujourd'hui en France le capitalisme monopoliste d'Etat. Marchais vous trompe en prétendant que le pouvoir est dans les urnes, car, pour quelque classe que ce soit, bourgeoisie ou prolétariat, l'Histoire enseigne que « le pouvoir est au bout du fusil ».

DU REFORMISME, EN VEUX-TU, EN VOILA !

En fait, cynique, il fournit lui-même réponse à ces questions :

« Il s'agit bien de réformes ». Et le voici invoquant... Waldeck Rochet, pour justifier le réformisme ! Son prédécesseur a préservé le « Manifeste de Champigny » en déclarant que « les communistes considèrent qu'il faut utiliser les réformes pour rapprocher l'heure du socialisme ». Les sociaux-démocrates aussi, figurez-vous ! Et cela depuis plus d'un siècle !

Finalement, tout ce « programme » apparaît comme une incarnation ne tenant aucun compte des réalités objectives de la lutte des classes en France en 1971. Et par surcroît en

1973... puisque ce sera l'année des prochaines élections législatives !

La « démocratie avancée », se fondant sur le réformisme, n'est qu'une forme de la démocratie bourgeoise. Le Parti révisionniste tente de l'auréoler du caractère d'une « démocratie pure ». Mais qu'en disait donc Lénine dans « La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky » : « A moins de se moquer du sens commun et de l'Histoire, il est clair que tant qu'il existe des classes distinctes, on ne saurait parler de « démocratie pure », mais seulement de démocratie de classe. La « démocratie pure » n'est qu'une phrase mensongère de libéral qui cherche à duper les ouvriers ».

LA « DEMOCRATIE AVANCEE », THEORIE NI MARXISTE NI LENINISTE

Ainsi apparaît clairement que la « démocratie avancée » n'ouvre pas la voie au socialisme.

Sa théorie est opposée aux enseignements et principes de Marx et de Lénine :

1° La « démocratie avancée » n'institue en rien un nouveau pouvoir après avoir « brisé, détruit l'Etat bourgeois », dont « il ne suffit pas de s'emparer ». Ici, elle prend le contre-pied du principe établi par Marx en 1871 dans « La guerre civile en France ».

2° La « démocratie avancée » rejette l'indispensable violence révo-

lutionnaire mise en évidence par Lénine, comme dans la pratique de toutes les révolutions prolétariennes victorieuses.

3° La « démocratie avancée » institue entre le capitalisme monopoliste d'Etat et le socialisme une « étape démocratique » alors que Lénine dans « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme » a justement démontré que cette étape ne peut pas exister, qu'il n'y a aucune phase intermédiaire entre l'ultime stade du capitalisme et le socialisme, que le passage de l'un à l'autre ne peut se réaliser que par la révolution prolétarienne.

UNE MANOEUVRE POUR FREINER LA COMBATIVITE DES MASSES

La montagne révisionniste a accouché d'une souris réformiste. Mais pourquoi les dirigeants révisionnistes ont-ils choisi cette période pour lancer cette campagne ? Simplement parce que dans la période actuelle la combativité révolutionnaire grandit. Le seul recours auquel pense la bourgeoisie avant d'employer sa violence de classe, c'est, comme en 1968, l'électoratisme. Et dans cette perspective, le P. « C. » F. de Marchais joue le jeu, joue son jeu au service de la bourgeoisie !

Il essaie de faire croire aux travailleurs qu'en votant « bien » en 1973 ils pourront imposer des solutions nouvelles aux difficultés dont ils souffrent du fait de l'exploitation et

de l'oppression de la bourgeoisie monopoliste. Ainsi Marchais et sa clique de dirigeants traîtres à la classe ouvrière et à la ligne révolutionnaire pour laquelle avait été fondé le Parti communiste, croient pouvoir freiner les luttes prolétariennes et le mouvement révolutionnaire des masses, ainsi croient-ils pouvoir leur suggérer d'attendre les élections qui auront lieu dans plus d'un an. Marchais et les dirigeants du P. « C. » F. sont contre Marx et contre Lénine.

Mais c'est le peuple qui fait l'Histoire. Et nous pouvons prédire à ces messieurs qu'ils ne pourront pas même imposer à la France un régime à la Husak, le sort qui les attend c'est celui des mencheviks !

VIVE LA REVOLUTION PROLETARIENNE !

VIVE LA DICTATURE DU PROLETARIAT ET LE SOCIALISME !